



dialogues

Energy citizenship
for a sustainable future

La participation citoyenne pour réussir la transition

autrices

Marlyne Sahakian

Tanja Fenner

Laura Robert,

UNIVERSITE DE GENEVE

Date: 26 Avril 2023

COLLONGE-BELLERIVE, CHOULEX, MEINIER, VANDOEUVRES

Citation : Sahakian, M., Fenner, T., & Robert, L. (2023). La participation citoyenne pour réussir la transition. Rapport de l'Université de Genève, projet DIALOGUES.

Consortium



www.dialoguesproject.eu

info@dialoguesproject.eu

[f](#) [d](#) [t](#) [in](#) /dialoguesh2020



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under grant agreement No 101022585

Table des matières

1	Objectifs du projet DIALOGUES.....	3
2	Introduction	3
3	Initiatives proposées	5
3.1	Les projets d'envergure intercommunale- et thématiques transversales.....	5
3.1.1	Un espace multifonctionnel pour des projets de développement durable.....	5
3.1.2	Des événements ponctuels pour démontrer les changements de pratiques possibles.....	5
3.1.3	La pérennisation des efforts inter-collectifs citoyens sur les communes.....	6
3.1.4	Un nouvel indicateur pour la prospérité dans notre région.....	6
3.1.5	Le respect pour la diversité et une plus forte équité de genre.....	6
3.2	Les grandes thématiques, avec à chaque fois des fiches (clef-en-main) qui représentent les initiatives proposées.....	7
3.2.1	Participation citoyenne	7
3.2.2	Alimentation & production	9
3.2.3	Sobriété énergétique	10
3.2.4	Mobilité	11
4	Références	14



1 Objectifs du projet DIALOGUES

Impliquer les citoyen.ne.s dans la prise de décision dans la transition énergétique peut être bénéfique à plusieurs niveaux : cela peut mener à des idées et initiatives novatrices, qui seraient à même d'être portées par les citoyen.ne.s. La délibération permet de mettre en place des instances de concertation et de consensus, qui dépassent les frontières de parties politiques. La participation citoyenne renforce d'autres instances démocratiques, tel que la possibilité de voter, et peut amener plus de confiance aux prises de décisions politiques. De plus, délibérer et avoir une voix dans la société dans laquelle on vit est un besoin humain. La participation citoyenne permet également de motiver les personnes ne se sentant pas impliquées initialement. Des décisions politiques prises en collaboration avec les citoyens peut donner plus de légitimité à celles-ci.

Cette démarche délibérative et participative a été soutenue par le projet DIALOGUES de l'Université de Genève (projet européen H2020), avec le Collectif durabilité Collonge-Bellerive, Seymaz Vie, le Collectif citoyen Agir pour la vie et Les Changeurs.

2 Introduction

Objectif du rapport :

Proposer une série d'initiatives, par et pour les citoyen.ne.s de nos communes, afin de concilier le bien vivre ensemble avec les enjeux de la transition énergétique et les plans climat cantonaux et, éventuellement, communs.

Sommaire du processus :

En automne/hiver 2022-2023, un forum citoyen s'est déroulé dans nos communes, avec la participation de nos élu.e.s. En tout, 114 personnes ont participé. Un récapitulatif des événements se trouve sur la page web du projet DIALOGUES : <https://www.unige.ch/projetdialogues/>. Lors de la dernière session de janvier 2023, les participant.e.s ont élaboré une série d'initiatives qui ont émergé tout au long du processus, que nous présentons dans ce rapport.



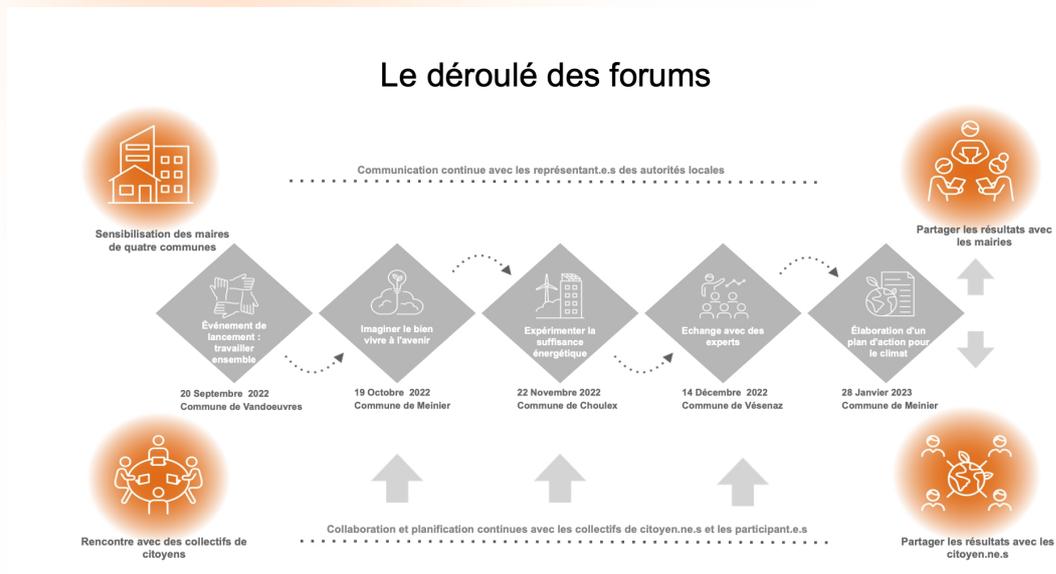


Figure 1 : Le déroulé des 5 forums ayant eu lieu de septembre 2022 à janvier 2023.

Prochaines étapes :

Une consultation avec tous.tes les participant.e.s a été ouverte et a permis d'apporter des commentaires à ce rapport. Maintenant le rapport finalisé, nous souhaitons travailler conjointement avec nos partenaires dans les communes afin de :

- Communiquer les résultats auprès des mairies, les parlements de jeunes, d'autres associations et instances, et toute personne ayant participé au forum
- Apporter une visibilité médiatique autour du projet, par le biais d'un communiqué de presse autour des résultats
- Ouvrir un sondage auprès des citoyen.ne.s, afin de prioriser les initiatives

Comprendre le changement :

Nous considérons les divers éléments qui peuvent mener au changement social : *les personnes et leurs compétences ; les croyances, normes sociales et attentes ; ainsi que les arrangements matériels et les infrastructures*. De plus, nous apportons une considération pour les acteurs.trices clés de toute transition. Nous avons travaillé pour imaginer le changement collectif, au-delà des gestes ou actions purement individuelles.

Le projet DIALOGUES :

Même dans une démocratie directe comme la Suisse, la participation citoyenne peut mener à des idées porteuses. De plus, participer est un besoin humain. Le projet européen DIALOGUES est actif dans huit pays, dont la Suisse, afin de soutenir une

implication citoyenne dans la transition énergétique. Nous partons d'une idée centrale, que les collectifs citoyens et habitant.e.s de communes ont un rôle à jouer dans le bien vivre ensemble et la transition énergétique. C'est par le biais du projet DIALOGUES coordonné par l'Université de Genève que nous avons pu apporter un soutien à des collectifs citoyens dans ces communes.

Note : Dans ce rapport, la notion de citoyenneté n'est pas liée à une nationalité, mais à toute personne qui peut et souhaite s'impliquer dans sa 'cité' ou commune.

3 Initiatives proposées

3.1 Les projets d'envergure intercommunale- et thématiques transversales

Plusieurs projets d'envergure ont émergé, qui regroupent des envies et des besoins communs aux citoyen.ne.s des quatre communes. Ces projets incarnent la volonté d'une mobilisation intercommunale et inter-collective qui permettrait de donner plus de poids aux revendications et aux initiatives imaginées. Les projets d'envergure qui ont été mentionnés sont les suivants :

3.1.1 Un espace multifonctionnel pour des projets de développement durable

Le projet le plus ambitieux, tant par sa taille que par les possibilités et les espoirs qu'il incarne, est l'idée de créer un lieu multifonctionnel regroupant un grand nombre de services d'utilité publique, tel que : une bibliothèque, une ludothèque, une épicerie locale, des cafés, une bibliothèque d'objets, un local de prêt de vélo, une salle de fête, des espaces de télétravail, etc. Un lieu mentionné pour réaliser ce projet est l'ancien siège de l'agence Thomson Reuters à La Pallanterie. Créés en 1995, les bâtiments seraient aujourd'hui inutilisés et suscitent donc l'intérêt des citoyen.ne.s pour y construire un espace intercommunal, collectif et citoyen, autour d'un pôle de développement commercial de La Pallanterie.

3.1.2 Des événements ponctuels pour démontrer les changements de pratiques possibles

Aujourd'hui, il semble essentiel de créer une vie communale proactive, de favoriser le lien social et de proposer d'accompagner les citoyen.ne.s dans un processus de transition des modes de vie. Il ne s'agit pas seulement de responsabiliser individuellement les citoyen.ne.s à agir pour diminuer leur empreinte carbone, il faut ancrer ce changement dans des pratiques collaboratives et participatives positives. Il s'agit donc de créer des événements communautaires ou inter-communautaires ponctuels qui permettent de rassembler les personnes qui s'engagent pour un "mieux-vivre ensemble". Ces événements peuvent prendre différentes formes. Ils peuvent participer à soutenir les individus dans leurs démarches de transition (en prenant la forme de coaching par foyer, de soirées de partage...), ils peuvent avoir des fins informatives pour renforcer leurs connaissances et compétences dans un domaine particulier (par exemple, des cours de permaculture, des cours de réparation de vélo, des ateliers de couture...) ou ils peuvent également avoir une vocation fédératrice sous la forme d'une fête, par exemple. Ces événements pourraient ainsi permettre de faire connaître les différent.e.s acteurs.trices de la région et favoriser une économie locale et solidaire.

3.1.3 La pérennisation des efforts inter-collectifs citoyens sur les communes

Un regroupement des collectifs citoyens (Meinier, Choulex, Collonge-Bellerive,) et une extension à d'autres communes (Vandoeuvres, Hermance, Anières, etc.) permettraient de donner plus de poids à leurs revendications et d'avoir une plus grande force d'action pour mettre en place des projets intercommunaux. Une bonne communication entre les différents collectifs permettrait de gagner en efficacité et de maximiser l'énergie investie dans la mise en place de projets dans les communes. Bien que des efforts aient déjà été fournis pour favoriser leurs collaborations (comme notamment la création d'un calendrier commun), il semble essentiel que ceux-ci soient pérennisés. La communication est un élément central pour la réussite de nombreux projets. En effet, pour que les habitant.e.s connaissent l'existence des collectifs ou des événements qu'ils essaient de mettre en place, il faut qu'ils.elles soient informé.e.s - cela doit souvent passer par les instances officielles (par exemple, un tout ménage de la commune). La participation dans des collectifs doit aussi être sensible aux différences de genre, d'âge, etc, en créant des conditions qui sont propices à la participation d'une diversité de personnes.

3.1.4 Un nouvel indicateur pour la prospérité dans notre région

Développé au début du 20e siècle, le PIB (produit intérieur brut) est, aujourd'hui encore, le principal outil pour mesurer la prospérité d'un pays. Toutefois, il est remis en question dans ces capacités à intégrer des enjeux sociaux et écologiques. Il semble donc essentiel de développer de nouveaux indicateurs qui reflètent les problématiques actuelles et intègrent les limites planétaires. Dans le Grand Genève, une charte a été signée en 2023 pour mettre en place une nouvelle boussole politique qui tienne compte de ces aspects. Cette boussole s'appuie sur la théorie du donut de Kate Raworth. Ce donut est composé d'un anneau central qui regroupe les objectifs sociaux minimum à atteindre pour satisfaire les besoins des citoyen.ne.s. Ce socle social à atteindre doit s'inscrire dans les limites planétaires afin que les modes de vie satisfassent les objectifs de l'Accord de Paris.

Cet outil pourrait être adapté pour les besoins des communes et servir de support de communication sur l'avancée de leur transition respective. Cependant, la récolte des données et le temps à investir pour compléter cet outil ont été jugés trop importants et complexes pour être traités lors des forums. Les participant.e.s ont proposé que ce travail soit endossé par des expert.e.s afin que les statistiques utilisées aient davantage de crédibilité. En effet, la dimension systémique de cet outil permettrait d'avoir une vue d'ensemble des efforts à fournir par les communes pour influencer plus durablement nos modes de vie.

3.1.5 Le respect pour la diversité et une plus forte équité de genre

Dès le premier Forum à Vandoeuvres, les participant.e.s ont souligné l'importance de ne pas se cloisonner entre soi et de garder des ouvertures envers les autres. Si certaines personnes ne peuvent se passer de leur voiture, ce n'est pas pour autant qu'ils.elles ne devraient pas être inclus.e.s dans la transition écologique. Cette transition devrait respecter la diversité.

Une autre notion transversale essentielle est celle du genre. La répartition du temps de travail, des tâches ménagères, de la garde des enfants est encore hautement inégale. Au niveau associatif, les hommes ne s'engagent pas forcément moins dans des actions sociales ou communautaires, mais, bien souvent, ils occupent des rôles plus honorifiques que les femmes. Les participants ont demandé que les collectifs soient

attentifs à ce sujet en interne et agissent en conscience des disparités de genre lorsqu'ils mettent en place des initiatives.

3.2 Les grandes thématiques, avec à chaque fois des fiches (clef-en-main) qui représentent les initiatives proposées

Pour chaque thématique, nous décrivons le problème. Dans chaque fiche en Annexe, nous décrivons les différentes initiatives ainsi que les ressources nécessaires pour les mettre en place et les actions possibles.

Participation citoyenne

- Fiche 1 : Une communauté de communes
- Fiche 2 : Expérimenter la consommation plus durable
- Fiche 3 : Valoriser et visibiliser les actions associatives
- Fiche 4 : Un forum citoyen par tirage au sort

Alimentation & production

- Fiche 5 : Manger, c'est la vie !
- Fiche 6 : Des jardins communautaires et/ou potagers urbains

Sobriété énergétique

- Fiche 7 : Groupe de soutien énergétique
- Fiche 8 : Sobriété numérique
- Fiche 9 : Mutualisation et partage d'objets
- Fiche 10 : Mise en place de repairs cafés

Mobilité

- Fiche 11 : Espace de coworking
- Fiche 12 : Développer le réseau de mobilité douce
- Fiche 13 : Développer le réseau TPG
- Fiche 14 : Développer le partage de différents moyens de transport
- Fiche 15 : Incitations positives et négatives
- Fiche 16 : Changer le rapport à l'avion



3.2.1 Participation citoyenne

Quel est le problème ?

Aujourd'hui, nous vivons dans une société hyperactive et hyperconnectée, et agir localement peut paraître dérisoire. De plus, beaucoup de citoyen.ne.s ont un sentiment d'impuissance et ne pensent pas pouvoir jouer un rôle face aux problèmes plus larges et structurels tels que le changement climatique. L'abondance d'information, parfois contradictoire, participe à une méconnaissance des "bonnes pratiques" à adopter pour avoir une consommation plus durable. Enfin, la perte de confiance dans les autorités politiques participe également à une forme de découragement et d'inaction.

La création de collectifs axés durabilité dans les communes de Collonge-Bellerive, de Choulex, et de Meinier, ainsi que la participation d'habitant.e.s dans ces communes et à Vandoeuvres incarne la volonté de citoyen.ne.s de se saisir de la problématique climatique et sociale localement. De cette manière, la participation citoyenne pourrait mener à des actions concrètes avec des résultats visibles et tangibles.

En collaboration avec les autorités communales, ces collectifs sont un levier important pour promouvoir le "bien vivre ensemble" et pour créer une vie communale plus proactive. Ils pourraient ainsi motiver et accompagner la transition des habitant.e.s vers un mode de vie plus respectueux des limites planétaires. Si les collectifs sont les moteurs de ces changements, l'implication des citoyen.ne.s est essentielle pour la pérennité des projets mis en place.

Comme susmentionné, les collectifs pourraient gagner du poids en collaborant davantage et en mutualisant certaines ressources (force vive, connaissances, outils, espaces...). Il semble effectivement important que les actions ne restent pas cantonnées à une échelle communale.

Les initiatives proposées :

- Fiche 1 : Une communauté de commune

À court terme, le regroupement des collectifs citoyens (Meinier, Choulex, Collonge-Bellerive) et une extension à d'autres communes (Hermance, Anières, etc.) permettraient de donner plus de poids à leurs revendications et d'avoir une plus grande force d'action pour mettre en place des projets intercommunaux. En créant cette communauté, les collectifs pourraient mutualiser leurs compétences et leurs ressources. Ils pourraient se réunir dans des locaux déjà utilisés lors des événements DIALOGUES.

- Fiche 2 : Expérimenter la consommation plus durable

Aujourd'hui, pour respecter les accords de Paris, il semble essentiel de modifier nos modes de consommation. Des microactions ne suffiront pas à titre individuel, il faut penser les changements au niveau collectif. Pour ce faire, il s'agit de mettre en place des défis, des challenges, des ateliers, des rencontres autour de la consommation durable. Ces événements seraient essentiellement portés par les collectifs avec les communes en soutien.

- Fiche 3 : Valoriser et visibiliser les actions associatives

L'engagement des citoyen.ne.s dans des collectifs œuvrant pour le bien commun devrait davantage être reconnu et valorisé par les autorités communales. Mettre ainsi en avant la citoyenneté permettrait de revaloriser le rôle des individus dans leurs communes et de rendre désirable la participation à des actions collectives.

- Fiche 4 : Une assemblée citoyenne par tirage au sort

Pour pérenniser l'action citoyenne, il a été proposé de mettre en place une assemblée citoyenne par tirage au sort. Cette assemblée aurait lieu à l'échelle intercommunale et permettrait d'avoir une représentativité de la population. Ils.elles seraient amené.e.s à débattre et délibérer sur les questions de société.



3.2.2 Alimentation & production

Quel est le problème ?

Au tournant des années 2000, les crises sanitaires successives (vache folle, dioxine, listeria, etc.), ainsi que les scandales alimentaires (tels que les lasagnes à la viande de cheval) viennent ébranler la confiance des consommateur.trice.s et renforcer un sentiment de méfiance à l'égard la grande distribution. À cela, viennent s'ajouter les nombreuses informations relayant les méfaits environnementaux et sociaux occasionnés par le modèle de production agro-industriel : changements climatiques, déforestation, perturbation des cycles du phosphore et de l'azote, perte de biodiversité, surexploitation des terres ou encore malnutrition, obésité et diabète. En Suisse, le système agro-alimentaire serait responsable de 30% des GES émis par la Suisse et de 70% de la perte de biodiversité du pays (Kopainsky et al., 2018)¹. N'étant pas autosuffisante, la Suisse produit seulement 40% des produits végétaux et 73% des denrées animales consommées par les citoyen.ne.s (Conseil fédéral, 2022)². De ce fait, elle dépend beaucoup des importations pour nourrir la population et le risque de dépendance risque d'augmenter face à la diminution constante du nombre d'exploitations et au déclin agricole.

Face à ce constat, l'intérêt pour une agriculture et une alimentation locale s'est accru dans la population ces dernières années, mais bien souvent sans réelle connaissance des enjeux existants. Les connaissances englobant les problématiques alimentaires et agricoles sont progressivement devenues la préoccupation et la spécialité des agriculteur.trice.s, d'experts ou d'entreprises. Il est, en effet, très difficile de se saisir de ce sujet tant il touche des dimensions sociétales variées : la culture, la religion, l'économie, l'environnement, mais également la politique ou encore l'éthique.

Toutefois, il existe aujourd'hui de nombreuses structures en circuit court à Genève qui cherchent à redéfinir les rapports entre production et consommation en diminuant le nombre d'intermédiaires et relocalisant les chaînes logistiques. Ces alternatives proposent de reconsidérer les filières agricoles devenues mondialisées, intensives et spécialisées au profit de filières territoriales qui favorisent l'autonomie des producteurs et participent à recréer du lien avec les consommateurs. Cependant, ces initiatives peinent à se faire connaître et à prendre de l'essor. Pour beaucoup d'entre elles, il est essentiel que les consommateur.trice.s deviennent davantage des citoyen.ne.s impliqués dans la mise en place de politiques alimentaires territoriales afin de créer une démocratie alimentaire intégrative, juste et écologique.

Les initiatives proposées :

- Fiche 5 : Manger, c'est la vie !

Les citoyen.ne.s proposent de créer une campagne de communication et de sensibilisation intercommunale de masse; Manger, c'est la vie. Cette campagne portée par les collectifs, aborderait les enjeux de l'alimentation et de l'agriculture. Elle aurait

¹ Kopainsky, B., Nathani, C. et Frischknecht, R. (2018). Environmental-economic models for evaluating the sustainability of the Swiss agri-food system, final scientific report. Programme national de recherche PNR 69, pp. 1-11.

² Conseil fédéral (2022). Orientation future de la politique agricole. Rapport du Conseil fédéral en réponse aux postulats 20.3931 de la CER-E du 20 août 2020 et 21.3015 de la CER-N du 2 février 2021. Berne : Conseil fédéral. Repéré à <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-89439.html> [consulté le 14.02.23].

pour objectifs principaux d'informer les habitant.e.s des alternatives de consommation existant autour de chez eux et de créer des événements qui permettraient de réunir les différents acteur.trice.s (citoyen.ne.s, paysan.ne.s, artisan.ne.s) autour de moments éducatifs, fédérateurs et festifs.

- Fiche 6 : Des jardins communautaires et/ou potagers urbains

L'approvisionnement alimentaire est un enjeu de société que les citoyen.ne.s des communes de la rive gauche souhaitent adresser. Afin de valoriser tous les espaces disponibles pour produire de la nourriture et favoriser l'essor de la biodiversité, les associations existantes ayant de l'expérience dans les projets de jardin urbain communautaire sur le territoire genevois pourraient être cartographiées. Impliquer des associations déjà existantes permet d'avoir les connaissances et faciliterait la mise en place de potagers urbains, de jardins communautaires, voire d'être garante d'une végétalisation des espaces publics.



3.2.3 Sobriété énergétique

Quel est le problème ?

La Suisse a une empreinte écologique élevée due à une consommation de ressources toujours plus grande, notamment d'énergie et de matières premières. En Suisse, 59% des besoins énergétiques proviennent d'énergies fossiles³. Les logements représentent une part importante de cette consommation énergétique, avec une forte dépendance aux énergies fossiles. Comment décarboner les systèmes de chauffage est un enjeu majeur.

La forte consommation d'énergie en Suisse est également due à la consommation toujours plus grande de biens et de services. Ce phénomène est encouragé par la société de consommation actuelle qui se caractérise par une production et consommation de biens en masse, dans une grande mesure, importée d'ailleurs. La société de consommation accroît donc la consommation de ressources naturelles et d'énergie à travers la production et le transport. De plus, une consommation toujours plus grande a pour conséquence de produire de grandes quantités de déchets qui sont pour certains non recyclés.

Par ailleurs, le secteur du numérique, qui s'est fortement développé ces deux dernières décennies, a également un impact sur la consommation d'énergie. En effet, le numérique est omniprésent dans notre société et engendre des problèmes tant au niveau de la consommation d'énergie, de l'épuisement des ressources qu'au niveau de la production des déchets.

Les participant.e.s ont dans un premier temps réfléchi à des solutions concernant la sobriété énergétique dans les bâtiments et les bonnes pratiques à instaurer dans les foyers tout en s'intéressant à la sobriété numérique. Dans un second temps, les participant.e.s ont proposé différentes initiatives dans le but de réduire la consommation, principalement d'objets au quotidien. La sobriété énergétique est une manière de parler

³ Office fédéral de la statistique (OFS). (2022). Section Environnement, développement durable, territoire. Repéré à <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/energie/consommation.html>, [consulté le 28.02.2023]

de la diminution de la consommation en termes absolus, tout en maintenant un certain bien-être et confort.

Les initiatives proposées :

- Fiche 7 : Groupe de soutien énergétique

Il est difficile de savoir à qui faire confiance et par où commencer lorsqu'il est question d'énergie et des solutions à mettre en place pour réduire sa consommation d'énergie. Dans un premier temps, il serait question pour les citoyen.ne.s de se regrouper pour échanger autour des bonnes pratiques à adopter. À la suite de l'identification des problèmes, un groupe de conseillers serait développé pour permettre de donner confiance aux citoyen.ne.s. Ils.elles pourraient être formés pour répondre aux interrogations de chacun.ne et les aider dans la transition.

- Fiche 8 : Sobriété numérique

Le secteur du numérique prend de plus en plus de place dans les habitudes de chacun.ne. Étant responsable d'une grande partie de la consommation d'énergie, il est primordial de tendre vers une consommation soutenable du numérique. Il serait question de mettre en place des ateliers pour apprendre aux citoyen.ne.s à gérer leurs données et à sensibiliser de manière plus large à la consommation qu'engendre le numérique. La sensibilisation passerait également par la mise en place de challenge collectif permettant de réduire l'influence du numérique dans le quotidien. De façon plus large, il serait également question d'interpeller les politiques sur la numérisation de certains métiers, engendrant une consommation encore plus accrue.

- Fiche 9 : Mutualisation et partage des objets

Pour réduire la consommation d'objets neufs, il a été proposé de mettre en place une bibliothèque à l'échelle communale et intercommunale d'objets pouvant être loués par les citoyen.ne.s. Ce service serait accompagné de conseils d'expert.e.s pour utiliser au mieux l'objet. Il serait aussi possible d'investir un café, un supermarché ou autre espace existant pour permettre ce partage.

- Fiche 10 : Mise en place de repairs cafés

Le projet prendrait en compte deux axes : un premier axe basé sur la mise en place de repair café dans les commerces ou lors de certains événements. Le second axe serait basé sur des solutions de réparation itinérante. Il existe déjà des solutions de réparation mobile pour les vélos. Il serait alors également question de mettre un service destiné à la réparation de tout type d'objets.



3.2.4 Mobilité

Quel est le problème ?

Le secteur de la mobilité est responsable de 14% de l'impact environnemental en Suisse⁴. Cela a des conséquences sur l'environnement, mais également sur l'humain. Les gaz à effet de serre, les polluants atmosphériques et le bruit ont des impacts directs sur la santé des personnes. Le secteur de la mobilité impacte également grandement l'utilisation des sols du fait des différentes politiques d'aménagement du territoire qui ont privilégié le développement de la voiture en ville et en périurbanité.

En Suisse, 3/4 du transport relève du trafic individuel motorisé (TIM)⁵. Il est alors important de réduire à l'échelle nationale, mais également à l'échelle du canton de Genève la dépendance à la voiture privée et amener un report modal vers les transports en commun et/ou la mobilité douce.

Pendant de nombreuses décennies, l'image de la voiture a été perçue comme permettant l'indépendance, la liberté, la possibilité de se mouvoir sans réelle restriction. Un changement dans les pratiques de chacun.ne passe par la déconstruction de l'imaginaire de la voiture. Par le passé, des campagnes de prévention sur la cigarette ont permis de réduire la consommation de cigarettes, mais comment amener un report modal à notre dépendance aux voitures sans passer par la coercition ?

Cette thématique a été soulevée tout au long des différents événements, bien plus que n'importe quelle autre thématique. Plusieurs solutions ont été développées par les citoyen.ne.s pour amener un changement dans les pratiques de chacun.ne.

Les initiatives proposées :

- Fiche 11 : Espace de coworking

Pour diminuer le trafic pendulaire, le projet consisterait à mettre en place des espaces de coworking dans les communes. Un projet d'une plus grande envergure avec un espace intercommunal pourrait également voir le jour. Dans un premier temps, il serait question de mettre en place une collaboration avec des cafés/commerces prêts à mettre à disposition des tables pour le télétravail.

- Fiche 12 : Développer le réseau de mobilité douce

Le réseau routier a principalement été pensé pour les véhicules motorisés. Il n'est aujourd'hui pas toujours adapté pour la mobilité douce, malgré un intérêt croissant pour les vélos ou déplacements à pied. Le but étant de sécuriser les voies de mobilité douce, par exemple autour des écoles.

- Fiche 13 : Développer le réseau TPG

⁴ Conseil fédéral suisse. (2022). Environnement Suisse 2022. Repéré à <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/etat/publications-etat-de-l-environnement/umwelt-schweiz-2022.html> [consulté le 17.02.2023]

⁵ Conseil fédéral suisse. (2022). Environnement Suisse 2022. Repéré à <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/etat/publications-etat-de-l-environnement/umwelt-schweiz-2022.html> [consulté le 17.02.2023]

Pour encourager les citoyen.ne.s à changer leur mode de déplacement, le réseau des TPG doit être développé dans nos communes. Cela passerait par une augmentation de la cadence des bus lors des heures creuses, le week-end, mais également par l'amélioration des dessertes dans ces communes. L'offre lacustre pourrait aussi être améliorée et complétée pour exploiter au mieux le lac Léman. Ces améliorations pourraient permettre un report modal, en passant d'une surutilisation de la voiture individuelle à l'utilisation des transports en commun.

- Fiche 14 : Développer le partage de différents moyens de transport

Pour réduire l'utilisation et l'achat de véhicules neufs, il a été proposé de développer le partage des moyens de transport en créant un pôle de partage de différents moyens de transport dans les communes. Cela suivrait le modèle déjà existant dans de grandes villes européennes avec le partage de voiture, de vélo musculaire ou non, ou encore de trottinette.

- Fiche 15 : Incitations positives et négatives

La mise en place d'incitations positives ou négatives permettrait de contraindre l'utilisation de la voiture privée et pourrait permettre d'amener un report modal. Cela passe par un péage urbain, des places de parkings beaucoup plus chères, mais également par des subventions pour les transports en commun ou les vélos. Il pourrait aussi être question d'avantages fiscaux pour les personnes privilégiant les transports en commun ou la mobilité douce.

- Fiche 16 : Changer le rapport à l'avion

Changer le rapport à l'avion est une thématique récurrente à l'échelle nationale. Il est difficile à l'échelle des communes d'intervenir sur cette problématique. Cependant, une prise de conscience et une responsabilisation de la part des citoyen.ne.s doivent avoir lieu. Une campagne de sensibilisation dans les communes, dans les écoles serait une solution. Il a également été question de promouvoir et développer l'offre socioculturelle locale. Les communes ont un rôle à jouer dans la promotion des moyens de transport doux et notamment en subventionnant les trains par exemple.

4 Références

Kopainsky, B., Nathani, C. et Frischknecht, R. (2018). Environmental-economic models for evaluating the sustainability of the Swiss agri-food system, final scientific report. Programme national de recherche PNR 69, pp. 1-11.

Conseil fédéral (2022). Orientation future de la politique agricole. Rapport du Conseil fédéral en réponse aux postulats 20.3931 de la CER-E du 20 août 2020 et 21.3015 de la CER-N du 2 février 2021. Berne : Conseil fédéral. Repéré à <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-89439.html>. [consulté le 14.02.23].

Conseil fédéral (2022). Environnement Suisse 2022. Repéré à <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/etat/publications-etat-de-l-environnement/umwelt-schweiz-2022.html>. [consulté le 17.02.2023].

Frischknecht, L. (2023) Mobilité à Genève : L'initiative pour des TPG gratuits est invalidée. (15.02.2023). Repéré à <https://www.tdg.ch/linitiative-pour-des-tpg-gratuits-est-invalidée-351734543162> [consulté le 28.02.2023].

République et canton de Genève (2015). Bilan carbone territorial du canton de Genève (p. 11). Repéré à <https://www.ge.ch/document/bilan-carbone-territorial-du-canton-geneve>. [consulté le 15.03.23].

Reuchamps, M., Caluwaerts, D., Dodeigne, J., Jacquet, V., Moskovic, J., & Devillers, S. (2017). Le G1000 : Une expérience citoyenne de démocratie délibérative. Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 2344-2345(19), 5. <https://doi.org/10.3917/cris.2344.0005>

Office fédéral de la statistique (OFS). (2022). Section Environnement, développement durable, territoire. Repéré à <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/energie/consommation.html>. [consulté le 28.02.2023].

Office fédéral de la statistique (OFS). (2022). Pendularité. Repéré à <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/mobilite-transport/transport-personnes/pendularite.html>. [consulté le 28 février



dialogues

Energy citizenship
for a sustainable future



Consortium

 an der Johannes Kepler Universität Linz			
			
			
			



This project has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under grant agreement No 101022585

www.dialoguesproject.eu

info@dialoguesproject.eu

 /dialoguesh2020